



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

AVIS DE RECRUTEMENT



CONCOURS INTERNE 8 ADJOINTS TECHNIQUES PRINCIPAUX DE 2^{ème} CLASSE DE L'INTERIEUR ET DE L'OUTRE-MER — Session 2020 —

Date limite de retrait des dossiers de candidature : le 19/08/2020 à 16h00

*Date limite de **transmission** des dossiers de candidature : le 21/08/2020*

Date prévisionnelle de l'épreuve d'admissibilité : semaine 39-40-41

Date prévisionnelle des épreuves d'admission (épreuve pratique et entretien) : semaine 40-45-46

I – CONDITIONS DE RECRUTEMENT :

- Être de nationalité française ou ressortissant d'un des États membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ;
- Être âgé(e) de 18 ans au moins ;
- Être en règle avec la législation sur le service national,
- Être fonctionnaire ou agent non titulaire de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière et compter au 1^{er} janvier de l'année du concours au moins une année de services civils effectifs ;
- Être en activité, en détachement ou en congé parental à la date de clôture des inscriptions (**21 août 2020**). Les fonctionnaires en congé maladie, de longue maladie ou de longue durée sont également autorisés à se présenter (*les fonctionnaires en disponibilité ne peuvent faire acte de candidature*) ;
- Être titulaire, à la date de nomination, d'un diplôme de niveau 3 (CAP, BEP) en rapport avec le champ professionnel couvert par la spécialité ou d'une qualification reconnue comme équivalente ainsi que des permis de conduire requis pour la spécialité « conducteurs de véhicules ».

II – DESCRIPTIF DES POSTES DE TRAVAIL :

Spécialité « entretien et réparation des engins et véhicules à moteur » - 2 postes à pourvoir

- Mécanicien automobile au sein du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale au Blanc (36)
- Mécanicien automobile au sein du SGAMI Ouest à Rennes (35)

Spécialité « hébergement et restauration » - 3 postes à pourvoir

- Cuisinier au sein de la compagnie républicaine de sécurité n°09 à Rennes (35)
- Cuisinier au cercle mixte de la gendarmerie nationale du Havre (76)
- Cuisinier au cercle mixte de la gendarmerie nationale de Pithiviers (45)

Spécialité « accueil, maintenance et manutention » - 3 postes à pourvoir

- Agent de maintenance et de logistique au sein du commissariat du Havre (76)
- Magasinier au magasin central du SCRTA Le Mans (72)
- Peintre industriel au sein du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale au Blanc (36)

III – LES MODALITÉS DE RECRUTEMENT :

- 1^{ère} phase (admissibilité) : examen par un jury des dossiers de candidature présentés par les candidats. Seuls les candidats dont la candidature aura été retenue seront convoqués à la phase d'admission.
- 2^{ème} phase (admission) : une épreuve pratique (durée de 1 à 4 heures) et un entretien avec le jury (durée 20 minutes).

IV – LA CANDIDATURE :

Le retrait du dossier de candidature s'effectue directement du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 à l'adresse suivante :

SGAMI OUEST
Bureau zonal du recrutement
30, rue du Mûrier – B.P. 10700
37542 – SAINT-CYR-SUR-LOIRE CEDEX

Les candidats peuvent également en faire la demande :

- soit par courrier en joignant une enveloppe de format A4 affranchie au tarif en vigueur pour 100g et libellée à l'adresse du candidat, à cette même adresse,
- soit par messagerie électronique à l'adresse suivante : delreg37-recrutadt@interieur.gouv.fr
- soit en téléchargeant le dossier sur le site : www.interieur.gouv.fr (onglet « le ministère recrute », rubrique « filière services techniques »)

V – CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE :

Pièces à fournir :

- Le dossier d'inscription dûment complété, daté et signé
- L'accusé de réception complété lisiblement
- Une photocopie recto-verso de la carte nationale d'identité
- Une copie des diplômes obtenus, niveau 3 (ex : BEP, CAP) ou une copie de la qualification reconnue comme équivalente en rapport avec le champ professionnel couvert par la spécialité choisie
- Un document justifiant la position exacte du candidat à l'égard du service national (*uniquement pour les candidats âgés de moins de 25 ans*)
- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae indiquant la nature et la durée des formations suivies et les emplois occupés
- Les justificatifs joints au CV (*certificats de travail, contrats de travail, attestations d'employeurs ou de formation...*)
- Une photocopie du dernier arrêté de situation administrative ou un état des services publics accomplis.

LA VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION N'INTERVENANT QU'APRÈS LES RÉSULTATS DÉFINITIFS, S'IL APPARAÎT QUE LES RENSEIGNEMENTS QUE VOUS AVEZ DÉCLARÉS SONT INEXACTS, VOUS SEREZ AUTOMATIQUÉMENT ÉLIMINÉ MÊME SI LE JURY A PRONONCÉ VOTRE ADMISSION.

VI – ACHEMINEMENT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :

Votre dossier, constitué des pièces demandées, devra être envoyé **au plus tard le 21/08/2020**, le cachet de la poste faisant foi, au bureau zonal du recrutement.

Tout dossier parvenant dans une enveloppe portant un cachet de la poste postérieur au 21/08/2020 ou parvenant après cette date dans une enveloppe ne portant aucun cachet de la poste sera refusé.

L'administration décline toute responsabilité quant aux dossiers qui ne seraient pas parvenus dans les délais impartis à l'adresse ci-dessus.

Rappel : Tout dossier incomplet ne sera pas instruit.

VII – CONVOCATIONS DES CANDIDATS :

Les candidats dont le dossier aura été sélectionné par le jury reçoivent, par **voie dématérialisée et à l'adresse électronique renseignée dans le dossier d'inscription**, une convocation nominative indiquant la date, l'heure et le lieu de l'entretien avec le jury ainsi que les différentes consignes relatives au bon déroulement de ce recrutement.

Les candidats n'ayant pas reçu leur convocation au plus tard dix jours francs avant la date prévue pour chacune des épreuves doivent se rapprocher sans délai du Bureau zonal du recrutement du SGAMI Ouest.

Le défaut de réception des convocations ne pourra engager la responsabilité du service organisateur.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SGAMI OUEST
Bureau zonal du recrutement
30 rue du Mûrier – B.P. 10700
37542 SAINT CYR SUR LOIRE Cedex
☎ 02.47.42.85.35

Dossier d'inscription
CONCOURS INTERNE
Adjoint technique principal de 2^{ème} classe
de l'intérieur et de l'outre-mer

- Session 2020 -

Choix obligatoire et définitif d'un seul poste :

Spécialité « Hébergement et restauration »

- Cuisinier (3 postes)

Spécialité « Entretien et réparation des engins et véhicules à moteur »

- Mécanicien automobile (2 postes)

Spécialité « Accueil, maintenance et manutention »

- Peintre industriel (1 poste)
 Magasinier (1 poste)
 Agent polyvalent immobilier (1 poste)

A COMPLÉTER LISIBLEMENT ET EN MAJUSCULES

ETAT CIVIL

- Monsieur Madame

Nom (*en lettres capitales ; pour les femmes, nom de jeune fille*) :

Prénoms (*souligner le prénom usuel*) :

Nom marital (*pour les femmes mariées, veuves ou divorcées*) :

Nom de jeune fille de la mère :

Votre date de naissance : Votre lieu de naissance :

Nationalité française : oui non en cours de naturalisation ¹

Nationalité (*si autre que française*) :

¹ Pour les recrutements où la nationalité française est exigée, votre candidature pourra être prise en compte si vous obtenez ladite nationalité avant l'épreuve écrite.

ADRESSE

N° :Rue :

Code postal :Localité :Pays (si autre que France) :

Numéros de téléphone :

Adresse électronique (**obligatoire**) :

SERVICE NATIONAL

Pour les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1979 :

Réformé Exempté Libéré → durée des services :

Pour les hommes nés après le 31 décembre 1978 et pour les femmes nées après le 31 décembre 1982 :

Recensement effectué : oui non / Journée défense et citoyenneté (JDC, ex-JAPD) : oui non

SITUATION FAMILIALE

Célibataire Marié(e) Séparé(e) judiciairement Divorcé(e) Veuf(ve) Concubin(e) Pacsé(e)

Nom et prénom du conjoint² :

Date et lieu de naissance du conjoint² :

Profession du conjoint² :

Enfants à charge (indiquer leur nom, prénom, date de naissance) :

.....

.....

.....

FILIATION

Nom, prénom, profession du père :

.....

Nom de jeune fille, prénom, profession de la mère :

.....

ETUDES/DIPLOMES

Vous êtes titulaire (ou susceptible d'être titulaire à la date de nomination) du diplôme ou titre requis homologué de niveau 3 délivré en France :

Précisez lequel : _____

ACQUIS

EN COURS D'OBTENTION

Si vous n'êtes pas titulaire du diplôme ou titre requis homologué de niveau 3 en rapport avec le champ professionnel couvert par la spécialité choisie délivré en France, précisez ci-dessous votre situation en cochant la case correspondante :

Vous êtes titulaire d'un titre ou d'un diplôme homologué au niveau requis par la commission d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ou inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) :

précisez lequel : _____

(si vous ignorez si votre diplôme ou titre est homologué ou inscrit au RNCP, renseignez-vous auprès de l'établissement ou de l'organisme qui vous l'a délivré)

Vous êtes titulaire d'un titre ou d'un diplôme étranger assimilé au titre ou diplôme requis :

précisez lequel : _____

(si vous ignorez si votre diplôme ou titre est assimilé, renseignez-vous auprès de votre rectorat)

Vous justifiez d'une qualification reconnue comme équivalente au titre ou diplôme requis.

Vous devez adresser le formulaire « Demande d'équivalence à la condition de diplôme », figurant en annexe 3, complété avec précision et accompagné de tout document justifiant la demande *(tout document rédigé en langue étrangère doit être accompagné de sa traduction en français effectuée par un service assermenté)*.

Dispense de diplôme

La condition de diplôme peut être supprimée pour les mères et pères d'au moins trois enfants et les sportifs de haut niveau inscrits sur la liste arrêtée par le ministre chargé des sports.

Vous devez adresser le formulaire « Demande de dispense de la condition de diplôme », figurant en annexe 4, complété avec précision.

Joindre obligatoirement à cette demande toutes pièces justificatives nécessaires :

Mère ou père de 3 enfants et plus
(copie intégrale du livret de famille)

Sportif de haut niveau
(tout document justifiant la demande)

SITUATION PROFESSIONNELLE

- Fonctionnaire de l'État
- Agent non titulaire de l'État Sur un emploi de catégorie :
- Fonctionnaire d'une collectivité territoriale
- Agent non titulaire d'une collectivité territoriale A
- Fonctionnaire de la fonction publique hospitalière B
- Agent non titulaire de la fonction publique hospitalière C
- Agent d'un établissement public relevant de l'État
- Agent d'un établissement public relevant d'une collectivité territoriale
- Agent d'une organisation internationale intergouvernementale

Date d'entrée dans l'administration : |_|_| |_|_| |_|_| |_|_|

Durée des services publics au 1^{er} janvier 2020 (au moins 1 an) : _____

NOM de l'administration, de la collectivité territoriale, de l'établissement public ou de l'organisation internationale intergouvernementale qui vous emploie actuellement :

SERVICE : _____

ADRESSE : _____

Code postal : |_|_| |_|_| LOCALITÉ : _____



Adresse @ : _____

Vous justifiez de services accomplis au sein d'une administration européenne.

Vous devez adresser le formulaire « Les ressortissants européens », figurant en annexe 1, complété avec précision et accompagné de tout document justifiant la demande (tout document rédigé en langue étrangère doit être accompagné de sa traduction en français effectuée par un service assermenté).

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Êtes-vous en situation de handicap ? oui (joindre un justificatif selon liste figurant en annexe 5) non

Si oui, souhaitez-vous des aménagements : pour l'épreuve écrite ? oui non

pour l'épreuve pratique ? oui non

pour l'épreuve orale ? oui non

Êtes-vous titulaire d'un permis de conduire ? oui (joindre la copie de tous vos permis) non

Si oui, quelle(s) catégorie(s) ?

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____

(NOM et PRÉNOMS)

Certifie sur l'honneur que les renseignements figurant sur le présent formulaire sont exacts et m'engage à fournir à l'administration, dès qu'elle m'en fera la demande, les pièces destinées à compléter mon dossier d'inscription.

Je reconnais :

- remplir toutes les conditions requises pour l'inscription au concours interne ;
- que toute déclaration inexacte ou incomplète de ma part me ferait perdre le bénéfice de mon éventuelle admission au concours.

En outre, je suis informé(e) qu'en cas de réussite, ma nomination est subordonnée à la visite médicale réglementaire d'aptitude conformément au décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié.

Fait à _____, le | | | | | | | | | |

Date et signature précédées de la mention manuscrite "lu et approuvé"

RAPPEL IMPORTANT

Pour que votre inscription soit complète, vous devez joindre au présent formulaire (dûment rempli, daté et signé) :

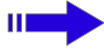
- ↳ l'accusé de réception complété,
- ↳ la copie des permis de conduire en cours de validité pour les candidats à un emploi dans la spécialité « conducteurs de véhicules » ;
- ↳ la photocopie du diplôme requis de niveau 3 (CAP-BEP) en rapport avec le champ professionnel couvert par la spécialité choisie ;
- ↳ une lettre de motivation manuscrite ;
- ↳ un curriculum vitae indiquant la nature et la durée des formations suivies ainsi que les emplois éventuellement occupés (joindre tout document justificatif nécessaire) ;
- ↳ un état détaillé des services datant de moins de 3 mois (ou la photocopie des contrats ou certificats de travail pour les contractuels de droit public) ;
- ↳ en cas de services accomplis dans une administration européenne : le formulaire « Les ressortissants européens » complété avec précision et accompagné de tout document justifiant la demande, figurant en annexe 1 ;
- ↳ en cas de demande de qualification reconnue comme équivalente à l'un des titres ou diplômes requis : le formulaire « Demande d'équivalence à la condition de diplôme » complété avec précision et accompagné de tout document justifiant la demande figurant en annexe 3 ;
- ↳ en cas de demande de dispense de la condition de diplôme : le formulaire « Demande de dispense de la condition de diplôme » complété avec précision et accompagné de tout document justifiant la demande figurant en annexe 4 ;
- ↳ pour les candidats en situation de handicap, fournir l'attestation de reconnaissance de travailleur handicapé délivrée par la CDAPH ;

« La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des services destinataires de la notice »



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Merci d'inscrire lisiblement vos nom, prénom et **adresse mail** dans le cadre prévu à cet effet



.....
.....
.....
.....

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Dossier d'inscription au concours interne d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer – Session 2020

Monsieur Madame

Nom (pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse)

--

Prénoms

--

CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION

Votre dossier d'inscription remis dans le cadre du concours interne pour le recrutement d'adjoints techniques principaux de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer au titre de l'année 2020 **est bien parvenu à mon service dans les délais impartis.**

Je vous précise que le présent accusé de réception ne préjuge en rien de la suite qui sera réservée à votre candidature.

Rappel : Tout dossier incomplet ne sera pas instruit.

Le

--

Nom et signature de l'autorité administrative

ANNEXE 1

Les ressortissants européens

(vous justifiez de services accomplis au sein d'une administration européenne)

NOM : _____

PRÉNOMS : _____

NOM d'usage : _____

Date de naissance : | | | | | | | | | |

PROFESSION : _____

Vous devez justifier de quatre ans de services accomplis dans une administration, un organisme ou un établissement d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France dont les missions sont comparables à celles des administrations et des établissements publics dans lesquels les fonctionnaires civils mentionnés à l'article 2 de la [loi n° 83-634 du 13 juillet 1983](#) exercent leurs fonctions, et qui ont, le cas échéant, reçu dans l'un de ces Etats une formation équivalente à celle requise par les statuts particuliers pour l'accès au corps des adjoints techniques.

Vous devez fournir à l'appui de votre demande tout document justificatif :

(tout document rédigé en langue étrangère doit être accompagné de sa traduction en français effectuée par un service assermenté)

- concernant la nature des missions de l'administration ou de l'établissement de l'Etat membre d'origine au sein duquel l'agent a servi :
 - tous documents permettant d'apprécier les activités professionnelles exercées par l'agent ;
 - si ces activités n'ont pas été exercées au sein de l'Etat ou d'une collectivité territoriale : statuts de l'organisme employeur.
- concernant la nature juridique de l'engagement liant l'agent à son employeur :
 - note récapitulative de la carrière professionnelle de l'agent,
 - acte d'engagement ou contrat liant l'agent à son employeur et leurs modifications ou reconductions successives.
- concernant le niveau du corps, de l'emploi ou des fonctions exercées :
 - tous éléments permettant de situer le niveau de responsabilité ou de technicité de l'emploi précédemment détenu au regard de la structure de la fonction publique française : grille de la fonction publique d'origine, grille professionnelle de l'organisme employeur, niveau dans cette grille, explicitation des responsabilités ou de la technicité de l'agent, niveau de rémunération...
- concernant la durée des fonctions :
 - indication très précise de la durée d'exercice des fonctions de l'agent dans les différentes phases de sa carrière.

DESCRIPTIF DETAILLÉ DES SERVICES EFFECTUÉS :

(cette page peut être dupliquée autant que de besoin pour chaque activité professionnelle à l'appui de la demande)

EMPLOI TENU ET DOMAINE D'ACTIVITE : _____

(préciser le grade et la catégorie : « A » - « B » - « C »)

Temps plein Temps partiel si temps partiel : _____ % Durée : _____

DESCRIPTIF DETAILLE DE L'EMPLOI TENU (précisez les fonctions exercées et le niveau de responsabilité) :

NOM et ADRESSE de l'administration : _____

(pas d'abréviation)

ANNEXE 2

Les équivalences de diplômes

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

[Arrêté du 26 juillet 2007](#) fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation.

NOR : *BCFF0762090A*

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu le [décret n° 2007-196 du 13 février 2007](#) modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.

Arrête :

Art. 1^{er}. – Lorsque le recrutement par voie de concours est subordonné à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation, les candidats qui remplissent les conditions fixées à l'article 6 du [décret n° 2007-196 du 13 février 2007](#) susvisé peuvent faire acte de candidature à ce concours dans les conditions définies aux articles suivants.

Art. 2. – Peuvent faire acte de candidature aux concours visés à l'article 1^{er} les candidats qui justifient de l'exercice d'une activité professionnelle, salariée ou non salariée, exercée de façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée d'au moins trois ans à temps plein et relevant de la même catégorie socioprofessionnelle que celle de la profession à laquelle la réussite au concours permet l'accès.

La durée d'activité professionnelle exigée est réduite à deux ans lorsque le candidat justifie d'un titre ou d'un diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis par le statut du corps ou du cadre d'emplois.

L'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles doit avoir été accompli dans des fonctions d'un niveau au moins équivalent à ceux des emplois du corps ou cadre d'emplois auxquels le concours donne accès.

Pour apprécier la correspondance de l'activité professionnelle exercée avec celle à laquelle donne accès le concours, l'administration se réfère au descriptif des professions de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des emplois salariés d'entreprise (PCS ESE) 2003.

Sont également prises en compte les périodes d'activité professionnelle dans l'exercice de professions appartenant à des catégories socioprofessionnelles comparables dans d'autres Etats.

Art. 3. – Le candidat qui demande à bénéficier des dispositions de l'article 6 du [décret n° 2007-196 du 13 février 2007](#) susvisé doit fournir à l'appui de sa demande un descriptif détaillé de l'emploi tenu, du domaine d'activité, du positionnement de l'emploi au sein de l'organisme employeur, du niveau de qualification nécessaire ainsi que des principales fonctions attachées à cet emploi.

Il doit en outre produire :

– une copie du contrat de travail ;

– pour les périodes d'activité relevant du droit français, un certificat de l'employeur délivré dans les conditions prévues à [l'article L. 1234-19 du code du travail](#).

A défaut des documents mentionnés aux deux précédents alinéas, il peut produire tout document établi par un organisme habilité attestant de la réalité de l'exercice effectif d'une activité salariée ou non salariée dans la profession pendant la période considérée.

Lorsque les documents ne sont pas rédigés en langue française, il en produit une traduction certifiée par un traducteur agréé.

L'administration a la possibilité de demander la production de tout ou partie des bulletins de paie correspondant aux périodes travaillées.

Elle peut demander la présentation des documents originaux ; ces documents ne peuvent être conservés par l'administration que pour le temps nécessaire à leur vérification et doivent en tout état de cause être restitués à leur possesseur dans un délai de quinze jours.

Art. 4. – Les autorités compétentes sont chargées de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juillet 2007.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

Le sous-directeur,

G. PARMENTIER

ANNEXE 3

Demande d'équivalence à la condition de diplôme

(vous n'êtes pas titulaire du diplôme ou titre requis homologué de niveau 3)

NOM : _____

PRÉNOMS : _____

NOM d'usage : _____

Date de naissance : [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

PROFESSION : _____

Spécialité choisie :

- Accueil, maintenance et logistique :**
 - qualification : agent de maintenance des bâtiments (*électricien, menuisier, plombier*)
 - qualification : armurier
- Prévention et surveillance :**
 - qualification : accueil et prévention (*agent de sécurité et de surveillance technique et de prévention*)
- Conduite de véhicules**
 - qualification conducteur de véhicules (*pour cette spécialité, vous devez être titulaire des permis de conduire des catégories C, D et E en cours de validité*)
- Hébergement et restauration :**
 - qualification : cuisinier
- Entretien et réparation des engins et véhicules à moteur :**
 - qualification : carrossier peintre automobile
 - qualification : magasinier automobile
 - qualification : mécanicien VL, PL et 2 roues (*électricien automobile, mécanicien automobile, mécanicien automobile TC/PL, mécanicien 2 roues*)
 - qualification : serrurier

Vous devez justifier de l'exercice d'une **activité professionnelle**, salariée ou non salariée, exercée de façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée **d'au moins 3 ans** à temps plein et **relevant de la même catégorie socioprofessionnelle** que celle de la profession à laquelle la réussite au recrutement permet l'accès (*la durée est réduite à 2 ans lorsque le candidat justifie d'un titre ou d'un diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis*).

Vous devez fournir à l'appui de votre demande :

(*tout document rédigé en langue étrangère doit être accompagné de sa traduction en français effectuée par un service assermenté*)

- La copie du (des) contrat(s) de travail
- La copie du (des) certificat(s) de l'employeur pour les périodes d'activité
- Tout document justifiant la demande
- Le cas échéant copie du titre ou du diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis

Catégorie socioprofessionnelle dont relève la fonction d'adjoint technique référencée dans la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des emplois salariés d'entreprise (PCS – ESE) :

5 - Employés / 6 - Ouvriers

ANNEXE 4
Demande de dispense de la condition de diplôme

NOM : _____

PRÉNOMS : _____

NOM d'usage : _____

Date de naissance : | | | | | | | | | |

A quel titre la dispense de la condition de diplôme est sollicitée ?

- Mère ou père d'au moins trois enfants :
Joindre la copie intégrale du livret de famille

- Sportif de haut niveau inscrit sur la liste arrêtée par le ministre chargé des sports :
Joindre tout document justifiant la demande

ANNEXE 5

Bénéficiaires de l'obligation d'emploi instituée par l'article L. 5212-2 du Code du travail

Bénéficiaire de l'obligation d'emploi instituée par l'[article L. 5212-2](#):

1° Les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'[article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles](#);

2° Les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire;

3° Les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain;

4° Les bénéficiaires mentionnés à l'article [L. 241-2](#) du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre;

...

9° Les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service;

10° Les titulaires de la carte "mobilité inclusion" portant la mention "invalidité" définie à [l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles](#);

11° Les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.